

Retraité(e)s CGT : Indigné(e)s mais pas Résigné(e)s

Journal à périodicité variable des Retraités et Préretraités CGT SAP 13. Syndicat des Activités Postales
55 av de La Rose La Brunette Bt ext D 13013 Marseille -+--+ Tel : 04.91.11.60.95 Fax : 04.91.02.69.69
Courriel retraites.cgtposte13@gmail.com Site <http://retraites.cgtposte13.over-blog.com/>

La Leçon de Mathématique de Brigitte !



Mon « Net perçu » de pension de la Poste de décembre 2017 était de 1.783 €05 euros. Celui de janvier 2018 est de 1.751€41

Ajoutons à cela la perte salariale de mon épouse qui avec 781€00 de retraites (pensons+ complémentaire) pensait être à l'abri.

Hélas, on n'avait pas claironné que c'était les revenus fiscaux du foyer qui étaient pris en compte, voilà 30 ans de cotisations et une retraite amputée 14.06 € en janvier 18

Calculez de combien le budget annuel sera « allégé » fin 2018 ?

Elève Macron, il vous reste 4 ans !

A noter que je n'ai pas pris en compte toutes les hausses prévues en ce début d'année.

Nécrologie : Adieu

Notre Camarade, René Coromines, s'en est allé à l'âge de 91 ans le 21 janvier 2018.

René a travaillé à Marseille RP dans le 2ème Arrt, dans cet immeuble Colbert, où il a mené tant de luttes. Il était reconnu et estimé de toutes et tous (collègues et cadres compris).

Militant du parti communiste, membre du Bureau Départemental du syndicat, à la commission « employés » (facteurs), René a été de toutes les luttes de notre syndicat.

Un militant sur qui l'on pouvait compter à la Recette Principale. Avec son accent chantant, il savait se faire entendre et défendre nos revendications, toujours dans le respect et à l'écoute de l'autre. Beaucoup lui doivent l'envie de suivre son exemple.

Pour tous celles et ceux, qui l'ont connu, pour toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ces aînés militants, le Syndicat organisera une cérémonie avec dépôt d'une stèle en l'honneur de notre camarade René, dans les semaines à venir (dans l'attente des vœux de la famille).

Nous vous informerons de la date, ainsi que du lieu prochainement.

Nous adressons au nom de notre Syndicat, de la section des retraité(e)s et en votre nom, à Josette sa femme, à Michèle sa fille et à leur proches nos fraternelles condoléances attristées.

Nous avons connu

le blocage des pensions, des sous indexations, jamais une telle amputation

Au 1^{er} janvier 2018 la CSG a augmenté de 1,7 point. Une augmentation de 25 %, pour la plupart des retraités, provoquant une **baisse nette des pensions de plusieurs centaines d'euros par an.**

Quelques exemples de baisses de pensions
-Un couple de retraités, Anne, ancienne infirmière en hôpital avec 970 € de pension, et Jean, ancien employé municipal avec 1010 €, tous deux en dessous du seuil de pauvreté, perdent ensemble 34 € par mois et 404€ / an.

-Avec une pension de 2000 € par mois, Jean-Pierre perd, rien que pour sa retraite complémentaire, plus de 200 € par an.

-Annie perçoit 1 120 € de pension, elle croyait être à l'abri sauf que son mari perçoit 2 500 €. Elle va payer car elle avait oublié que c'était en lien avec le revenu fiscal de référence et des revenus de la famille.

-Michel, instituteur retraité avec 2 058 € de pension perd 35 € par mois et 420 € sur une année.

**Non à la hausse de la CSG
Non à la baisse des pensions**

Le 15 mars 2018

**Journée nationale
d'actions**

« Ailleurs dans le Monde »

Que retenir de l'expérience portugaise ?

La sortie de crise que ce pays est en train de vivre depuis deux années devrait susciter dans nos Medias un vrai débat sur les politiques économiques mises en place au Portugal pour échapper à la faillite économique annoncée. Il faut tirer de l'expérience portugaise, les leçons pour sortir de la crise que nous traversons depuis quelques années.

Rappelons que le Portugal a connu la crise économique la plus grave de son histoire depuis la Révolution des œillets après la grande déroute financière internationale de 2008 et 2009. Le Portugal n'était pas le seul dans cette situation. L'Espagne, la Grèce, l'Italie, l'Irlande et même la France, ont connu une importante crise des finances publiques, suite à l'appui que leurs gouvernements ont apporté aux différents plans de relance économique, mais également pour la consolidation des banques en difficulté suite à la crise des subprimes.

Or, contrairement à d'autres pays européens, le Portugal est en train de retrouver un dynamisme économique qui lui permet de devenir un exemple dont beaucoup d'experts et de pays cherchent à déchiffrer les secrets et surtout à retenir les leçons.

Plusieurs indicateurs sont significatifs de cette sortie de crise et le premier est le retour à la croissance à partir de 2015, après une forte récession au lendemain de la crise. Ce retour à la croissance a eu des effets importants sur l'emploi et a entraîné une baisse importante du chômage.

Ce retour a eu des effets sur les grands équilibres macroéconomiques de l'économie portugaise. Ainsi, ce pays a été en mesure d'absorber son déficit budgétaire en quelques années. Par ailleurs, Le Portugal a dégagé un excédent commercial important.

La question qui se pose aujourd'hui est de connaître les secrets de cette « insolente » santé dans un contexte marqué par l'enlisement de certains pays européens dont la Grèce et la fragilité de la croissance dans les autres pays.

La voie portugaise est intéressante à plus d'un titre. D'abord, elle montre que l'enlisement dans la crise n'est pas une fatalité et que des politiques volontaristes pour y échapper peuvent porter leurs fruits. Ensuite, elle montre que les politiques d'austérité, voie choisie par la Grèce, ne peuvent constituer une réponse adéquate pour échapper à la récession. Au contraire, une politique de relance économique accompagnée de mesures de transformation structurelle, notamment en matière de compétitivité ont permis au Portugal de sortir de cette crise et de devenir une véritable success story.

L'expérience portugaise devrait nous aider à réfléchir sur la situation économique de notre pays et essayer d'en tirer des leçons pour échapper à la crise que nous connaissons. Cette expérience montre que les politiques de relance et les réformes structurelles constituent des ingrédients qui peuvent nous ouvrir une nouvelle ère de croissance et de développement.

Pourtant, étrangement et dans un même silence, les « experts » en tout genre semble ne plus connaître un Portugal qu'ils fustigeaient du temps de la Révolution des Œillets !

Nous essayons d'ouvrir une rubrique «Ailleurs dans le Monde» ! Aidez-nous à la faire vivre. Envoyez vos articles et vos réflexions sur la situation internationale à:

Section syndicale CGT Retraites Poste 13

55 av de La Rose La Brunette Bt ext D 13013 Marseille

Privé-e-s de goûter



Les dérisoires annonces gouvernementales (la «rallonge budgétaire» de 50 millions d'euros pour l'ensemble des EHPAD) équivaut à peine à 70 euros par an et par personne, même pas un goûter quotidien !.

Alors, on continue ENSEMBLE, la mobilisation des salarié-e-s, des retraité-e-s et des familles permettant d'obtenir une autre politique pour l'accueil des personnes âgées ?

Déclin du courrier, hausse du timbre...

ou comment les Postes européennes se tirent une balle dans le pied !

Depuis le début de cette année, le prix du timbre pour une lettre prioritaire est passé de 85 à 95 cents. L'argument avancé par la Poste est le déclin continu du courrier dans toute l'Europe.

Mais qu'en est-il vraiment ?

Depuis dix ans, au Danemark (3,60 €) et en Italie (2,80 €), le prix du timbre a pratiquement été multiplié par cinq. En France, la hausse a été de 80% depuis 2008, un rythme équivalent à celui observé au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. A l'inverse en revanche, en Angleterre, Belgique et aux Pays-Bas, le timbre a une valeur faciale plus faible.

Ces différences de tarifs reflètent la situation particulière de chaque groupe postal. Pourtant, la plupart des groupes, publics ou privés, dégagent des bénéfices. Deutsche Post domine avec 58 milliards d'euros et pèse ainsi deux fois plus que la poste italienne, avec 30 mil-

liards d'euros. La Poste n'arrive qu'en 3ème position européenne avec un chiffre d'affaires de 23 milliards d'euros, deux fois plus que le Royal Mail et trois fois plus que la Poste suisse.



tés annexes n'ayant plus qu'un lointain rapport avec les services postaux. Par exemple, la Poste italienne réalise les deux tiers de son chiffre d'affaires en vendant des services bancaires, financiers et des produits d'assurance. La Poste française est également diversifiée puisque Géopost, filiale de colis express, participe pour un quart à son ? chiffre d'affaires global. Un autre quart est produit par l'activité bancaire de la Banque Postale. Le

courrier et les colis postaux représentent encore près de la moitié de l'activité du groupe. La Deutsche Post distribue le plus gros volume de courrier d'Europe en offrant à la population 27.000 points de contacts, tous externalisés. 300.000 employés de la Deutsche Post travaillent pour DHL, filiale de colis-express, logistique transport et fret, rachetée aux Américains en 2002. Le groupe Deutsche Post DHL est d'ailleurs le premier groupe mondial de logistique.

D'autres groupes postaux accentuent leur diversification. En France, après la téléphonie mobile ou le web-mail, La Poste se lance dans les services à la personne. La poste suisse fait des transports en commun et du commerce. La Bpost en Belgique vend des livres et délivre même des cartes grises. Malgré toutes ces diversifications, la concurrence est rude, notamment dans le domaine du colis express, avec le géant Amazon



Un sondage qui fait du bien au moral !

Selon un récent sondage Odoxa pour Le Figaro et France Info, 87% des Français soutiennent ou ont de la sympathie pour les mouvements se déroulant à l'initiative de salariés qui protestent contre le manque de moyens et d'effectifs, comme les gardiens de prison et le personnel des hôpitaux et des EHPAD.

Ce sondage révèle par ailleurs que les Français ont, à 57%, une bonne opinion du secteur public. Les Français désignent d'ailleurs les chefs d'entreprises (78%) et les cadres du privé (68%) comme bénéficiaires de la politique économique actuelle tandis que les salariés du secteur public (55%), les ouvriers et les employés du privé (71%) .

Mais surtout les retraités et les inactifs (88%) en seraient les grands perdants.

Près de 2 Français sur 3 (64%) considèrent que ces mouvements pourraient déboucher sur un mouvement de contestation sociale généralisé.

Les retraitées et les retraités ne sont pas des privilégiés !
ils vont le faire savoir !

***Le 15 mars 2018**
Journée nationale d'actions
Non à la hausse de la CSG
Non à la baisse des pensions

Pour les retraités et retraitées,
nouvelle coupe sur les pensions



Voilà...
et c'est **REVOLTANT !**

Les pensions de janvier 2018 sont tombées. Au sens propre et figuré. Chacune et chacun peut donc voir les conséquences des décisions de Macron et des politiques d'austérité : une baisse nette importante du pouvoir d'achat. Les retraité-e-s perdent de 150 à 300 € selon les cas, voire plus ! Où est la promesse du candidat Macron d'augmenter le pouvoir d'achat de tout le monde? La CGT n'a jamais cru à cette promesse du candidat de l'argent et du CAC 40. Une fois de plus, nous avons malheureuse-

ment raison.

Et aux actifs qui se disent « ben c'est pas trop grave l'augmentation de la CSG, c'est compensé par la baisse des cotisations », il faut leur rappeler accepter la baisse des cotisations sociales, c'est accepter la diminution de son propre salaire différé puisque les cotisations financent la protection sociale (maladie, retraite, famille, chômage).

Cela signifie moins de remboursement de médicaments, des pensions de retraite diminuées, des prestations familiales à la baisse, des allocations chômages amputées.

C'est une véritable politique de destruction sociale qui est pratiquée contre les salarié-e-s et les retraité-e-s. Une politique anti-sociale de la pire espèce, celle du libéralisme destructeur (pléonasme).

Pendant ce temps, les comptes des grosses entreprises continuent de gonfler, les profits et les dividendes explosent.

Ce sont toujours les mêmes qui se goinfrent de pognon pendant que les autres « mangent » de l'austérité. C'est pourquoi tous les salarié-e-s, retraité-e-s doivent rallier la revendication de la CGT pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux.



La Façade de la Poste Colbert
après réhabilitation © Carta Associés Architecture

COLBERT



Il y quelques jours, La Poste a présenté à la presse (enfin à une certaine presse) les plans et futurs projets qu'elle a pour le bâtiment historique de l' Ex Poste Colbert.

Comme on pouvait le craindre, les postier-e-s, leur histoire, leur mémoire, leurs revendications sont absentes de la présentation.

Pas un mot sur la manifestation des retraités de la Poste du 27 oct. 2017.

Pas un mot sur les revendications exprimées ce jour-là et silence méprisable quant à la demande d'honorer les Morts de la Poste.

Mais nous ne lâcherons rien !

La Commission sociale de notre section de retraités se penche sur le sujet et doit nous proposer toute une série d'action avec l'impérieuse nécessité de faire mieux que le 27 octobre. Manifestation où nous avons inauguré la Maison des Postières et de Postiers des Bouches du Rhône devant plus de 57 retraité(e)s!

Cela veut dire qu'une implication plus importante de toutes et tous est indispensable!



Journée Départementale d'Actions UD CGT



Pour un pacte
de progrès
social dans les
B du R

Signez la pétition